



NESTLÉ CI
UNE ANNÉE 2020 FASTE

MUGEFCI
LE SPECTRE DE LA CRISE

CRÉATION DE DISTRICTS
VŒUX PIEUX ?



ÉDUCATION NATIONALE

LA GRANDE RÉVOLUTION ?

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Avec les états généraux, l'école en sortira peut-être grandie. Mais l'ampleur des problèmes du système éducatif et l'état d'esprit des acteurs rend la tâche difficile, voire herculéenne.

STOP CORONAVIRUS

LES GESTES BARRIÈRES NOUS PROTÈGENT



Si vous êtes malade restez chez vous et appelez le numéro

N° Vert **119 - 143 - 101 - 125**



LAVER RÉGULIÈREMENT
LES MAINS



UTILISER DU SAVON



ÉVITER LES GROUPES



UTILISER LES MASQUES



ÉVITER LES POIGNÉES
DE MAIN



UTILISER DU GEL
HYDROALCOLIQUE

ÉDITO

Balle à terre !

Plus le 17 juin, date officielle du retour de Laurent Gbagbo, approche, plus les différents camps se mettent la pression. Si les partisans de Laurent Gbagbo accusent leurs adversaires de travailler à saboter le retour de leur mentor, des voix montent de plus en plus pour s'opposer à tout accueil triomphal. De part et d'autres, l'on reste camper sur sa position, faisant planer la possibilité de vivre des troubles le 17 juin.

En attendant que les autorités ivoiriennes se prononcent, il est important que chacun garde à l'esprit que selon notre constitution, aucun ivoirien ne doit être contraint à l'exil. Laurent Gbagbo, comme certains de ses proches avant lui, doit pouvoir regagner la Côte d'Ivoire. Et cela doit se faire dans le respect de toutes les mesures en vigueur pour son statut d'ancien Président de la République. Il appartiendra ainsi aux autorités gouvernementales de prendre toutes les dispositions idoines pour éviter tout débordement et tout trouble à l'ordre public. Il appartient également à ses partisans de faire en sorte que ce retour ne rallume pas les flammes de la rancœur encore enfouies chez certaines victimes. La Côte d'Ivoire et les tous les ivoiriens gagneraient dans la consolidation de la paix et la réconciliation au lendemain du 17 juin. La réconciliation tant prônée par tous les camps sera désormais un acquis.

Que les extrémistes de chaque camp puissent se retenir afin qu'une autre page de l'histoire de notre pays soit tournée et que, définitivement, les ivoiriens ferment la page de près de 30 ans de crise. Même si une nouvelle page s'ouvre après le 17 juin, il faudra regarder de l'avant et avancer vers un avenir meilleur et plus apaisé dans lequel aucun ivoirien ne se sentira lésé ou laissé pour compte à cause de son appartenance politique.

YVANN AFDAL

LE CHIFFRE

20 milliards

de francs CFA : Les pertes liées à la cybercriminalité enregistrées en Côte d'Ivoire sur les dix dernières années.

ILS ONT DIT...

- « Kouadio Konan Bertin a un défi. Il faut qu'il soit parmi les faiseurs de paix dans le cadre de la Réconciliation, dans un cadre strictement républicain dans le respect des lois de la République de Côte d'Ivoire parce qu'un pays n'est fort que dans le respect de ses lois que le pays s'est lui-même données. » **Jeannot Ahousou Kouadio**, président du Sénat, le mardi 8 juin.

- « Personne ne migre, en laissant sa famille, par choix. Les gens partent par nécessité. La solution ne passe pas par des mesures coercitives. Il faut offrir des alternatives. Et le mieux serait que ces personnes puissent travailler et être heureuses là où elles sont nées. » **López Obrador**, président du Mexique, le mardi 8 juin.

UN JOUR UNE DATE

12 JUIN 1964 : En Afrique du Sud, Nelson Mandela est condamné à la prison à vie. Il sera libéré le 11 février 1990.



Choguel Maïga a été nommé Premier ministre du Mali, le lundi 7 juin.



Une enquête pour association de malfaiteurs et blanchiment en bande organisée lancée contre **Riad Salamé**, le gouverneur de la banque centrale du Liban.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le chef de l'État français, Emmanuel Macron a reçu une gifle de la part d'un homme mardi 8 juin, alors qu'il était en déplacement dans la Drôme, deuxième étape de son "tour de France des territoires".

ÉDUCATION NATIONALE : LA GRANDE RÉVOLUTION ?

L'école ivoirienne est malade depuis des lustres. Les gouvernements successifs ont essayé d'établir un diagnostic précis de la situation, en vain. Pour la première fois, le ministère de l'Éducation nationale évoque des États généraux qui vont rassembler tous les acteurs du milieu, afin de comprendre ce qui ne va pas et tenter de laver le linge sale en famille. Si le projet va jusqu'au bout, l'école en sortira peut-être grandie. Mais l'ampleur des problèmes du système éducatif et l'état d'esprit des acteurs rend la tâche difficile, voire herculéenne. Ces assises sont-elles l'espoir tant attendu ou une simple utopie ?

RAPHAËL TANOH

Les États généraux de l'éducation nationale auront lieu à la mi-juillet. Depuis le 10 mai dernier, les acteurs ont une idée de la date de la tenue de ces assises. Depuis sa prise de fonction, début avril 2021, la ministre de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation, Mariatou Koné, n'a eu de cesse d'annoncer cet événement comme l'occasion d'aborder avec sincérité les maux qui minent son département, cela, dans le seul but d'y remédier une bonne fois pour toute. Mais que seront exactement ces États généraux de l'éducation nationale ? Qui doit y participer ? Sur combien de temps pourront-ils se tenir ?

Jusqu'à présent, la ministre n'a défini aucun chronogramme. Mariatou Koné a seulement mis en place une plateforme numérique destinée à recueillir les suggestions. Pour les enseignants, pédagogues, parents d'élèves et élèves, si la ministre veut changer les choses, elle devra faire en sorte que ces États généraux, annoncés en fanfare, ne soient pas du déjà vu. On ne compte plus le nombre de réunions qui ont eu lieu pour régler les problèmes de l'école.

En fin de compte, la rencontre de Grand-Bassam n'a



« Les apprenants et les enseignants sont soumis à de nombreux programmes d'essai depuis plusieurs années. Et cela pose problème. »

pas changé grand-chose à la situation de l'école. Les plus problèmes évoqués pendant ces mini états généraux étaient d'ordre financier, avec surtout la revalorisation de l'indemnité de logement des enseignants. La suppression des cours le mercredi, qui tenait également à cœur aux enseignants, n'a pas été accordée. En outre, ces points ont été



Les états généraux de l'Education nationale pourraient engendrer de nombreuses réformes pour les élèves.

énumérés dans un dossier qui a été déposé sur le bureau du Premier ministre d'alors, Amadou Gon Coulibaly. « Nous n'en avons plus entendu parler », note Bertoni Kouamé, le porte-parole de la Coalition des syndicats du secteur éducation / formation de Côte d'Ivoire (COSEFCI).

Les États généraux annoncés par la ministre Mariatou Koné ne seront pas très différentes

ou moins subordonné à celui des autres acteurs. Edouard Aka, Président de l'Union nationale des parents d'élèves et d'étudiants de Côte d'Ivoire (UNAPEECI) y voit une lucarne pour leurs doléances et propositions. « Les parents d'élèves ont leur point de vue à donner sur la situation de l'école, parce que les premiers qui en souffrent, c'est nous », explique-t-il. Edouard Aka, qui affirme n'avoir jusque-là aucune garantie sur la participa-

tion des parents d'élèves à ces assises, est toutefois réservé quant à la portée d'une telle rencontre. « L'école souffre, les récents rapports ont démontré que nos enfants ne savent ni lire ni écrire. La fraude prend de l'ampleur. Le phénomène des congés anticipés nous inquiète. Tout le monde sait cela. Ce n'est pas au cours d'une seule rencontre qu'on va régler ces pro-

Repères

Les différents programmes d'essai :

La Pédagogie par objectifs (PPO).

La Formation par compétences (FPC).

L'Approche par compétences (APC).

Le Contrat d'objectif et de performance (COP).

blèmes », relève-t-il.

Allah Saint-Clair, Secrétaire général de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire, évoque une autre forme de racket. « Nous parlons d'un problème qui, depuis des années, gangrène l'école. Ce sont les frais annexes imposés par les établissements », explique Allah Saint-Clair. Le chef de l'Etat a pris dans ce sens des mesures pour suspendre les Comités

de ce séminaire de Grand-Bassam. « Les enseignants font partie des acteurs les plus importants du système éducatif », note Bertoni Kouamé. Et ce sont eux qui occuperont le gros des problèmes.

Nœud gordien Les parents d'élèves et les élèves, cités comme des parties prenantes à ces assises, auront un rôle plus

« La PPO est basée sur les échanges entre l'enseignant et l'élève. Quand on est passé à la FPC, il s'agissait d'être pragmatique », note-t-il. Avec la FPC, le but était que l'élève utilise dans son quotidien, ce qu'il apprend à l'école. Au niveau de l'APC, le

but était d'impliquer beaucoup plus l'élève.

Il y a en ce moment, dit-il, le contrat d'objectif et de performance (COP). Cet autre programme amène les établissements scolaires à fonctionner comme une entreprise, selon Kokounseu Madé Benson. Qui ajoute : « cela rend l'enseignement difficile, parce que les enseignants n'ont pas le temps d'être formés à toutes ces réformes », signale le pédagogue.

Il y a même un nouveau programme qui est en expérimentation à Soubré et Divo. Le programme d'enseignement ciblé (PEC). Avec le PEC, les enfants sont regroupés par difficultés (en lecture, en mathématiques, etc.) Sur quoi s'accorder ? Un dilemme pour les enseignants et les élèves. Avec cela, c'est tout le programme de confection des ouvrages scolaires qui doit être revu.

Autant de préoccupations qui montrent combien ces États généraux de l'éducation nationale seront âpres et compliqués à aborder. Comment canaliser de telles rencontres ? Qui écouter ? Pour les enseignants, la solution serait de diviser ces assises en plusieurs rencontres; avec différentes thématiques. Par exemple, la violence scolaire, la fraude, la pédagogie, les revendications corporatives..

Fraudes La fraude et la violence scolaire étant des problèmes à traiter avec délicatesse et sérieux. L'autre danger dont il faudra tenir compte, pour Mariatou Koné, c'est le rôle des enseignants dans ces assises. Ils restent une menace avec leurs revendications à caractère financier. À entendre Ekoun Kouassi, mieux vaut être sincère que d'aller à ces assises pour survoler les problèmes. « Bien sûr que nous allons parler des revendications à caractère financier. Mais cela ne veut pas dire que nous allons refuser de travailler », promet-il. ■

3 QUESTIONS À

DES ENSEIGNANTS DU SECOND DÉGRE DE CÔTE D'IVOIRE

Siège Social : Yopougon Quartier / 09 B.P 180

E-mail : www.synesci.com

EKOUN KOUASSI

Secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire (Synesci)

1 La ministre de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation annonce les États généraux de l'éducation nationale. Cela vous satisfait-il ?

La ministre connaît donc nos réalités. Elle reconnaît que notre système éducatif va mal et qu'il y a du travail à faire. Les résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence (PASEC) de 2019 l'ont déjà prouvé.

2 Peut-on réellement faire un bon diagnostic des maux de l'école pendant ces États généraux ?

Oui, à condition d'y aller avec les experts et tous les acteurs. Ensuite, il faudra aller à ces assises en mettant de coté le volet politique. Je souhaite que le politique ne pèse pas lors de ces États généraux. Il faudra qu'on y aille pour dire ce qui ne va pas. Si nous venons à ces travaux pour faire semblant, ce sera un échec de plus. Il faut en ressortir avec une nouvelle réforme, en abandonnant l'ancienne.

3 Ne craignez-vous pas que lors de ces États généraux les revendications d'ordre corporatif des enseignants viennent bloquer les travaux ?

Il faut pouvoir donner des éléments de réponses aux acteurs. Nous ferons des propositions. Ce sera au gouvernement d'y apporter des réponses. Si l'on veut qu'une telle rencontre aboutisse, il faut prendre en compte les préoccupations de tout le monde. ■

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : L'AUTRE PARTIE DU PROBLÈME

Le faible niveau des élèves en Côte d'Ivoire se ressent au supérieur. Pour régler les problèmes de l'école, il faudra donc associer les acteurs de l'enseignement supérieur.

RAPHAËL TANOH



Au niveau des grandes écoles, les frais annexes ont engendré de nombreuses manifestations.

Difficile aujourd'hui d'aborder les maux du système éducatif ivoirien sans jeter un regard au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Les enfants ne savent plus écrire? Il y a des répercussions sur le campus de Cocody ou à l'université Alassane Ouattara de Bouaké. Problèmes de vocabulaire au CM2? Les grandes écoles ont du mouron à se faire. Violence scolaire au collège? L'université brûle.

Pour en finir avec les maux de l'école, il faudra, hélas pour les autorités, travailler de manière transversale. L'un des points qui illustre le plus cet impératif, ce sont les frais annexes au primaire et au secondaire. « On parle des COGES, mais au niveau des grandes écoles, c'est exagéré. Nous nous retrouvons avec des frais annexes qui avoisinent 100 000 francs CFA », note Allah Saint-Clair, le Secrétaire général de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI).

Double vitesse Fixé à 80 000 francs CFA depuis des années, le montant d'inscription des étudiants (différent de la scolarité) n'est pas respecté. Il peut même grimper dans certains établissements jusqu'à 200 000 francs CFA. La question des frais annexes est donc nécessairement une bataille qui concerne deux ministères. Celui de l'Éducation nationale et celui de l'Enseignement supérieur, avec le même objectif, qui est de soulager les parents d'élèves et

LE SYSTÈME ÉDUCATIF À LA LOUPE :

- Entre 1985 et 2000, le Taux Brut de Scolarisation(TBS) du primaire oscillait entre 73 % et 75 %.
- Au CEPE : Sur une période de 38 ans, soit de 1960 à 1998, le taux d'admission n'a jamais atteint 50 %. Les résultats étaient très instables et très insuffisants. Ils variaient entre 14 % et 40 %
- Au BEPC : L'instabilité constatée au CEPE demeure même si elle est moins prononcée. On note tout de même des taux très bas en 1987 (13,08 %) et 1994 (07,85 %).
- Au BAC : On remarque que les résultats ne sont pas meilleurs. Partis avec un taux de 69,84 %, les résultats n'ont plus atteint 50 % après 1990. Ils sont même descendus à 13,39 % en 1994.

RÉFORMES ET CHANGEMENTS DE IBRAHIMA KOUROUMA ET JEAN-BAPTISTE KOUAKOUSSU IN EDUCI (REVUE UNIVERSITAIRE DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION, N°5, 2015)

AGENCE DE VOYAGE et de tourisme

Agence de voyage et de tourisme

Organisation du Hadj et Umrah

Prestation de services et divers

Location de véhicules

Service monétique

Bureau de change

Transfert d'argent

Colonie de vacances

Contacts

 Mali, Bamako	+223 76 46 58 18
 Guinée, conakry	+224 62 22 58 580
 Ouagadougou; Burkina Faso	+226 76 81 64 46
 Abidjan, Côte d'Ivoire	+225 27 21 24 15 28 +225 01 01 35 35 36
 Sénégal, Dakar	+221 77 18 62 25 25

www.yunusvoyage.com

 Yunus voyages

 yunusvoyages1@gmail.com

CRÉATION DE DISTRICT : LE PROJET REFAIT SURFACE

Le 13 septembre 2013, le projet de création des districts sur l'ensemble du territoire avait capoté après une rencontre avec le corps préfectoral. Rangé aux placards, le dossier est réapparu en janvier 2020.

YVANN AFDAL



Le préfet Aka Konin lors de la rencontre avec le Président Alassane Ouattara et le Corps Préfectoral le 13 septembre 2013.

Nous sommes en septembre 2013 quand le Président de la République reçoit le corps préfectoral de Côte d'Ivoire. A l'ordre du jour, l'émettement du territoire en douze districts. La rencontre tourne court. Pour cause, les préfets ont émis des réserves, quant à la création des douze nouveaux districts sur l'étendue du territoire ivoi-

ces deux personnalités complémentaires, nommés par le président de la République peut être source de frictions (...)», avait indiqué à l'époque, Aka Konin, préfet de la région du Gbéké.

Cette fois, sera la bonne ?
Cette décision, le Président de la république Alassane Ouattara l'avait annoncée

Plusieurs anciens ministres des gouvernements précédents devraient être nommés à la tête de certains districts.

rien. Ces derniers craignaient à l'horizon un conflit de compétence avec les gouverneurs de districts. « Il convient de relever que la cohabitation entre

en mai 2013 lors d'une visite d'Etat à l'Ouest. Il avait même annoncé le 5 juillet de la même année à Korhogo, lors d'une rencontre avec les

Terrorisme ouverture officiel de l'académie internationale de lutte

Dressée en bordure de mer dans la cité balnéaire de Jacqueville, l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) sera inaugurée ce jeudi 10 juin 2021 par le premier ministre, Patrick Achi qui sera accompagné du ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères de la République française, Jean-Yves Le

Drian. Cette cérémonie marquera le lancement officiel des activités de l'académie qui reposent sur trois piliers distincts et complémentaires, à savoir un centre d'entraînement des unités d'interventions spécialisées, une école interministérielle de formation des cadres et acteurs de la lutte antiterroriste et un institut de recherche dédié

EN BREF

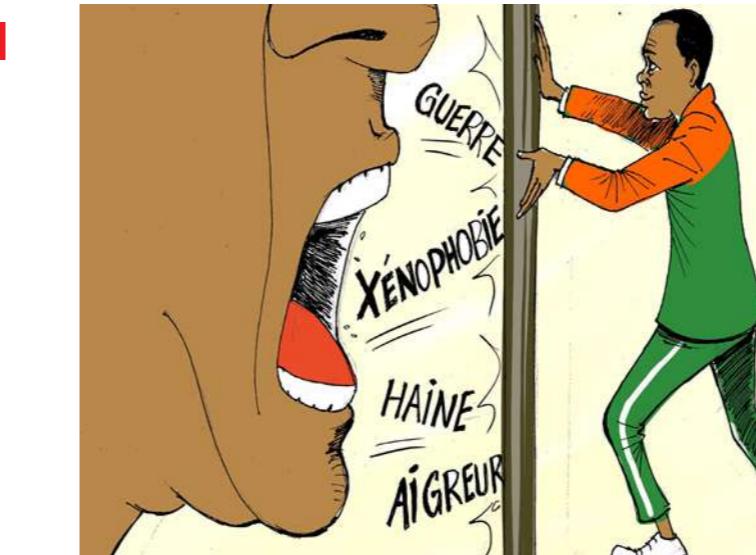
LÉGISLATIVES PARTIELLES : RDV LE 12 JUIN

Les six circonscriptions électorales visées par la reprise du scrutin du 12 juin sont Gbelo, Gouekan, Koonan, Ouaninou, Saboudougou, Santa communes et sous-préfectures; Atoutou et Jacqueville; Daboyo et Gueyo; Dogbo, Grand-Béreby, Séguela et Mankono. Dans l'ensemble, les observateurs notent une campagne électorale apaisée. La campagne est prévue pour prendre fin ce jeudi 10 juin à minuit et les élections se tiendront le samedi 12 juin. Même si ces élections n'auront pas un grand impact sur la composition du parlement actuel, les partis engagés (RHDP, PDCI et EDS) ont multiplié les meetings afin de rafler les sièges restants.

SÉNAT : LE COLLÈGE ÉLECTORAL CONVOqué LE 31 JUILLET POUR DES ÉLECTIONS PARTIELLES

Le collège électoral est convoqué le 31 juillet 2021 pour l'élection partielle des Sénateurs dans cinq régions dont les sièges sont vacants. Il s'agit du Grand-Pont, du Kabadougou, de la Nawa, du Gontougo et du Bounkani. Ces élections interviennent à mi-mandat de celui des sénateurs élus en 2018. ■

Y.A.



Discours de haine en ligne : Injures, animalisations et propos sexistes en tête

YVANN AFDAL

Le monitoring des discours de haine en ligne effectué sur la période du 27 mai au 2 juin 2021 révèle une hausse de 72% par rapport à la semaine précédente. 174 propos haineux relevés sur un même échantillon de 148 profils, pages et groupes Facebook. Une augmentation ressentie sur la majorité des catégories définies par l'observatoire mis en place dans le cadre du Programme Transition et Inclusion politiques en Côte d'Ivoire. Autre fait marquant : les propos sexistes restent toujours aussi nombreux. Ils se classent cette semaine encore dans le trio dominant, derrière les injures/diffamations et les animalisations.

95 injures et diffamations, 39 animalisations et 18 propos sexistes/injures à caractère sexuel. A elles seules, ces 3 catégories de discours haineux répertoriés en ligne représentent plus de 87% de l'ensemble collecté entre le 27 mai et le 2 juin 2021. A l'origine de ces propos, images et emojis haineux : la politique. Essentiellement la polémique autour de la date et des conditions du retour de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo.

Si les injures et diffamations (les plus courantes même indépendamment de la politique) sont restées les mêmes dans leur configuration, les animalisations, elles, ont connu une évolution. Il a fini par s'installer dans les habitudes sur la toile ivoirienne, selon que l'internaute soit de l'opposition ou proche du pouvoir, qu'il soit appelé respectivement « porc » ou « mouton ». Cette semaine, il y a l'utilisation de nouvelles animalisations comme « cafard », « chien » et « chienne ratée ». Pour leur part, les propos sexistes et injures à caractère sexuel, d'ordinaire nombreux quand une femme fait l'actualité, ont tout de même été fortement représentés. Et dans leur grande majorité, ils se réfèrent au sexe féminin. En termes de sources, les pages restent les principales pourvoyeuses de discours de haine avec 59%, les groupes suivent avec 38% et les profils marquent leur retour avec 3% de l'ensemble collecté.

Pour ce qui est des tendances, au total six (6) types de propos haineux sont en hausse. Il s'agit des injures/diffamations, propos xénophobes/injures à caractères identitaires, vœux ou souhaits macabres, menaces, propos sexistes/injures à caractère sexuel et animalisations. Trois (3) autres catégories sont en baisse. Ce sont les typologies les plus graves comme les incitations à la révolte/au meurtre, les attaques contre des communautés et la justification ou apologie de la haine.

La délation est restée inexistante. ■



Journal d'Abidjan

L'hebdo



Tous les jeudis




1^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

NESTLÉ CI : UNE ANNÉE 2020 FASTE

C'est une première depuis un peu plus de dix ans. La filiale ivoirienne du géant suisse Nestlé, a distribué des dividendes cette année pour le compte de ses activités 2020.

RAPHAËL TANOH



Nestlé CI accroît son résultat net de 700% fin 2020.

Pour la première fois depuis une décennie, le bénéfice réalisé par Nestlé Côte d'Ivoire permettra de distribuer des dividendes aux actionnaires à raison de 363,665 FCFA nets par action. Qui plus est, cette décision, entérinée par l'Assemblée générale du 4 juin, intervient alors que le titre Nestlé CI (NTLC) en progression de 868,75% par rapport à l'année précédente, est actuellement l'une des valeurs les plus courues à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM).

On se frotte les mains Les

activités en 2020 se sont déroulées dans un environnement social et économique relativement difficile, marqué par une crise sanitaire sans précédent. Mais, de par la pertinence et à l'efficacité des mesures de redressement initiées par la direction pour juguler les effets de la crise sanitaire, les résultats commerciaux et financiers confirment une très bonne performance, montrant ainsi la capacité de résilience de Nestlé CI, indique un communiqué de la société. Les différentes catégories de produits, représentées par

les marques MAGGI®, NESCAFE®, NIDO®, MILO®, CERELAC® et autres produits infantiles, ont connu une très bonne croissance, grâce à une stratégie centrée sur le consommateur et l'innovation. « Cette belle performance a été soutenue par des ressources humaines de qualité, pour lesquelles l'entreprise a continué d'investir dans la formation », explique le communiqué de Nestlé CI. Estimant que « 2020 a été résolument une année « verte », axée sur le développement durable. La croissance s'est opérée tout en consolidant les différentes initiatives en faveur de la protection de l'environnement, à travers la lutte contre la déforestation, la gestion des déchets plastiques et la promotion d'une économie verte. Les efforts continueront. Le rapport annuel et les comptes ont été approuvés à la majorité par les actionnaires et le Conseil d'Administration a été réélu pour quatre prochains exercices. Pour 2021, Nestlé s'engage à continuer à fournir à ses consommateurs des produits savoureux et sains et à renforcer sa stratégie gagnante, axée sur l'innovation et une offre commerciale adaptée, garante d'une croissance durable ». ■

EN BREF

L'INSTITUT CHOISEUL RÉINVENTE SON CLASSEMENT CHOISEUL 100 AFRICA

À partir de 2021, les jeunes leaders du continent qui souhaiteraient intégrer le classement Choiseul 100 Africa (à paraître en septembre) et le réseau Choiseul Africa sont invités à candidater. La campagne de candidature est ouverte entre le 1er juin et le 7 juillet 2021. Lancé en 2014, le Choiseul 100 Africa est une étude annuelle réalisée en tout indépendance par l'Institut Choiseul qui identifie et classe les 100 jeunes dirigeants africains de 40 ans et moins appartenant à jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique dans un avenir proche. En honorant des dirigeants d'entreprises et d'institutions, des entrepreneurs et des porteurs de projets innovants, le Choiseul 100 Africa vise à mettre en lumière le dynamisme de la jeune génération de décideurs africains et le renouveau qu'ils incarnent pour le continent. Afin de continuer à se porter au plus près des territoires, l'Institut Choiseul ouvre cette année aux jeunes leaders africains la possibilité de postuler en ligne sur le site Choiseul Africa pour intégrer le classement. Les candidats retenus par le comité de sélection intégreront la famille Choiseul Africa qui compte aujourd'hui des lauréats et quelque 200 alumni (anciens lauréats ayant franchi la limite des 40 ans) dans 47 pays sur les 54 que compte le continent. ■

Caoutchouc vers une transformation primaire à 100%

La Côte d'Ivoire, premier producteur africain de caoutchouc, qui capte 0,5% des 350 milliards de dollars de chiffres d'affaires au niveau mondial dans la filière, vise 100% de sa transformation primaire en 2025. Une révélation faite par le premier ministre ivoirien, Patrick Achi lors du premier sommet mondial virtuel sur le caoutchouc abrité par Abidjan, mardi 8 juin.

Selon le premier ministre, la Côte d'Ivoire souhaite ne pas rester dans cet éternel statut de producteur de base, qui comprend la plus grande part de pénibilité, mais voudrait accélérer la transformation pour créer davantage de valeurs ajoutées. « Il nous faut agir sur deux fronts, d'une part, transformer la production locale pour conserver la valeur ajoutée, et d'autre part, améliorer

l'intégration des produits dans les circuits internationaux de façon durable », ajoute-t-il. Premier producteur d'Afrique avec 950.000 tonnes en 2020, soit 80% de la production du continent, et quatrième mondial, la Côte d'Ivoire affiche une progression de trois places en trois ans, mais aussi de la force de son ambition. Avec un chiffre d'affaires

annuel de 350 milliards de dollars au niveau mondial, la Côte d'Ivoire ne capte que 0,5%, alors qu'elle assure 7,5% de la production mondiale. Pour M. Achi, plus de 80% des flux financiers de la filière caoutchouc ne se trouvent pas dans la production, mais dans la transformation, c'est pourquoi la Côte d'Ivoire veut s'affirmer sur ce segment. ■

ANTHONY NIAMKE

Fulgence Kan N'Dri Thysner pour préserver l'environnement

Fulgence Kan N'Dri est sensible à la problématique des changements climatiques qui touchent la Côte d'Ivoire, laquelle compte moins de 2,5 millions d'hectares de forêt aujourd'hui contre 16 millions dans les années 1960. C'est pourquoi cet entrepreneur vert, avec sa startup Thysner, s'est lancé dans la production et la vulgarisation du charbon vert.

ANTHONY NIAMKE

Fulgence Kan N'Dri est un fervent défenseur du vert, à travers son entreprise, Thysner qui s'est donnée pour mission de lutter pour la préservation et la protection de l'environnement. Celle-ci mène plusieurs activités, dont la pré-collecte des ordures ménagères. C'est d'ailleurs ainsi que l'entreprise a démarré en 2016. Aujourd'hui, elle a à son actif plus de 1 000 ménages formellement enregistrés, avec un système d'identification par autocollants. Selon Fulgence Kan N'Dri, ce sont plus de 1 500 tonnes de déchets ménagers qui sont collectés chaque année par ses équipes de ramassage. Pour apporter plus sa pierre à la lutte contre les effets

des changements climatiques et la déforestation, il s'est aussi engagé dans la production du charbon vert, à partir de résidus organiques et de certains types de déchets.

Ce combustible est méconnu de la population dans son ensemble. « Les déchets sont brûlés à l'intérieur d'un four, de sorte à obtenir une poudre et non de la cendre à l'issue de la combustion. Cette poudre est mélangée à un liant et à de l'eau pour créer un corps solide qui va ressembler au charbon traditionnel. Puis le corps solide est introduit dans une presse (ou moule) pour avoir la forme des morceaux de charbon souhaitée », explique l'entrepreneur.



Fulgence Kan N'Dri espère apporter sa touche à la sauvegarde de l'environnement.

L'entreprise s'est lancée depuis peu dans l'agriculture. Le projet est pour l'instant dans sa phase expérimentale. L'objectif recherché, selon Fulgence Kan N'Dri, est l'utilisation rationnelle de la terre, en choisissant des types de production très rentables. ■



Educarriere.ci







■ Publicités Display

■ Créations graphiques

■ Brand contents

■ Audit digital

■ Stratégie digitale

■ Web analytics

■ Community management

■ E-commerce

■ Développement web

■ Réseaux sociaux

■ Graphisme

■ SEO

MUGEFCI : LE SPECTRE DE LA CRISE

Prévues pour septembre prochain, les élections à la Mutuelle générale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (MUGEFCI) ont déjà livré leurs principaux candidats.

RAPHAËL TANOH



Gnagna Zadi Théodore a annoncé sa candidature ce mercredi.

La bataille pour le renouvellement des instances dirigeantes de la Mutuelle générale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (MUGEFCI) est lancée. Théodore Gnagna Zadi, Président de la Plateforme nationale des organisations professionnelles du secteur public, a officiellement annoncé sa candidature à la présidence du Conseil d'administration (PCA) de la MUGEFCI. Avec comme nom de liste, « Maturité - Unité - Renaissance », Gnagna Zadi annonce un « changement qualitatif », au sein de cette mutuelle. La semaine dernière, c'est David Bli Blé, le Porte-parole de l'Intersyndicale des enseignants du primaire public de Côte d'Ivoire (ISEPPCI), qui se déclarait, au

cours d'une conférence de presse. Également Secrétaire général de la Coordination libre des enseignants de Côte d'Ivoire (COLENCI), Bli Blé a choisi comme nom de liste, « Agir pour une MUGEFCI plus sociale ». Il

« Alors que la campagne s'annonce serrée, le spectre d'une élection à l'issue incertaine hante les esprits. »

veut redonner la vieille mutuelle aux mutualistes. Avant lui, Paul Gnogbo, le Secrétaire général du Mouvement des instituteurs pour la défense de leurs droits (MIDD), s'annonçait officiellement, avec la liste « Solidarité Santé ». Ancien bras droit de l'actuel PCA de la MUGEFCI,

ÉCHOS DES RÉGIONS

TOUBA : LE MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION FORME SUR LES BONNES PRATIQUES

Une rencontre d'information et de sensibilisation avec l'ensemble des acteurs en charge du développement urbain s'est tenue mardi 8 juin dans la région du Bafing, dans le cadre d'une tournée nationale sur les bonnes pratiques de la délivrance des actes de propriétés. En présence du corps préfectoral des départements de Koro, Ouaninou et Touba, du conseil régional, des autorités communales et coutumières, le préfet de la région du Bafing, préfet du département de Touba, Célestin Womblegnon a souligné que le corps préfectoral du Bafing entend pleinement prendre sa place dans la nouvelle vision du ministre Bruno Nabagné Koné, relativement à la gestion des questions foncières, à l'intérieur du pays. Sous la houlette du ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Koné Bruno, cette tournée nationale dite « d'Optimisation du processus de délivrance des Actes » s'inscrit dans le cadre de la politique d'accélération des procédures d'obtention des actes de propriété aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. ■

EN BREF

LE PREMIER SMARTPHONE ET ORDINATEUR MADE IN CÔTE D'IVOIRE DÉVOILÉ

Front social On le voit, les élections pour le renouvellement des instances dirigeantes de la MUGEFCI seront animées par des leaders du front social. Alors que la campagne s'annonce serrée, le spectre d'une élection à l'issue incertaine hante les esprits. C'était déjà le cas en 2011, ce qui avait obligé l'État à intervenir. En 2017, on a failli assister à une autre crise, avec la défaite de Mamadou Soro face à Mesmin Komoé. En plus des candidats annoncés, il faut compter avec Attaby Pacôme, le Président de la Coalition des syndicats du secteur public de Côte d'Ivoire (CSSP-Cl). Celui qui s'est fait remarquer lors des grèves de la Coalition des syndicats du secteur éducation / formation de Côte d'Ivoire (COSEFCI), dont il était le porte-parole, en 2019,

Mesmin Komoé, M. Gnogbo n'est plus en phase avec ce dernier. Mesmin Komoé a, lui, décidé de choisir Dr Assétpu Kamara Mam pour sa succession à la tête de la mutuelle.

Front social On le voit, les élections pour le renouvellement des instances dirigeantes de la MUGEFCI seront animées par des leaders du front social. Alors que la campagne s'annonce serrée, le spectre d'une élection à l'issue incertaine hante les esprits. C'était déjà le cas en 2011, ce qui avait obligé l'État à intervenir. En 2017, on a failli assister à une autre crise, avec la défaite de Mamadou Soro face à Mesmin Komoé. En plus des candidats annoncés, il faut compter avec Attaby Pacôme, le Président de la Coalition des syndicats du secteur public de Côte d'Ivoire (CSSP-Cl). Celui qui s'est fait remarquer lors des grèves de la Coalition des syndicats du secteur éducation / formation de Côte d'Ivoire (COSEFCI), dont il était le porte-parole, en 2019,

COVID-19 : SIT-IN D'AGENTS DE LA SANTÉ À ABIDJAN POUR RÉCLAMER LEURS PRIMES IMPAYÉES

compte bien peser dans ces élections. Avant même le début de la campagne, les velléités et les oppositions sont si âpres que l'implication des ministères de tutelles, notamment celui de la Santé et celui de la Fonction publique, sera nécessaire à tous les niveaux. ■

Yariv Levin a déclaré dimanche que Yaïr Lapid était en mesure de former un gouvernement avec Naftali Bennett, les partis de gauche Avoda et Meretz, le parti Nouvel Espoir et le parti islamiste Ra'am. Cette nouvelle coalition, censée mettre un terme à plus de deux ans de crise politique et quatre élections législatives, a été formée pour éviter M. Netanyahu, Premier ministre le plus pérenne avec 15 ans au total au pouvoir (1996 - 1999 et de 2009 à aujourd'hui). Le vote va intervenir dans un climat tendu. Ces derniers jours, la sécurité a été renforcée autour des députés du parti Yamina de Naftali Bennett, les autorités craignant un meurtre politique, selon la presse israélienne. Des électeurs de droite se sont sentis trahis par Naftali Bennett, qui a rejoint une coalition où figurent des partis de gauche. La sécurité intérieure israélienne a dit avoir récemment identifié une augmentation des discours violents et incitatifs extrêmes, en particulier sur les réseaux sociaux. Des députés du parti de Netanyahu, le Likoud, et son propre fils, Yaïr Netanyahu, ont encouragé ses partisans à manifester devant les domiciles de

ISRAËL : TOURNER LA PAGE NETANYAHOU

Le vote de confiance pour le nouveau gouvernement dirigé par Naftali Bennett et Yaïr Lapid en Israël aura lieu ce dimanche au Parlement, a annoncé le Président de la Knesset, Yariv Levin.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



C'est une césure politique que vit Israël aujourd'hui.

députés de Yamina, dont ils ont publié les adresses.

Netanyahu hors-jeu Benyamin Netanyahu a dénoncé le fait que « Bennett ait volé les votes de la droite en les passant à gauche pour être Premier ministre à tout prix ». Il a été rapporté mardi que la nouvelle coalition préparait une loi qui interdirait à un Premier ministre qui a été au pouvoir pendant 8 ans de se présenter à la Knesset pendant un laps de temps de 4 ans, empêchant ainsi Netanyahu de renverser le gouvernement. Le parti du Premier ministre sortant a dénoncé cela comme étant une sombre dictature, avec une loi n'existant dans aucune démocratie du monde. Le leader du parti d'opposition centriste « Il y a un avenir », Yaïr Lapid, et celui du parti de droite « Yamina », Naftali Bennett, se relaieront pour diriger le gouvernement. Bennett sera le premier à assurer la fonction, jusqu'au 27 août 2023, puis Lapid prendra la relève jusqu'en novembre 2025, selon un quotidien israélien. Ils devront recueillir au moins 61 voix des 120 membres de la Knesset pour obtenir la confiance, ce qui semble acquis. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CHINE : PROTÉGER LES ENTREPRISES DE SANCTIONS ÉTRANGÈRES

L'Empire du Milieu envisage une loi pour protéger ses entreprises des sanctions étrangères. Le Parlement du pays en a débattu, a rapporté la télévision d'État sans donner plus de détails. La semaine dernière, Pékin avait accusé les États-Unis d'étouffer ses entreprises et émis des menaces de représailles après que l'administration Biden ait élargi la liste noire des entreprises dans lesquelles les Américains n'ont pas le droit d'investir. Le Président américain et son prédécesseur Donald Trump ont ciblé des entreprises chinoises considérées comme une menace pour la sécurité nationale américaine, car accusées de soutenir les activités militaires de Pékin. La liste des 59 entreprises interdites à partir du 2 août (contre 31 précédemment) comprend des groupes de télécommunications majeurs, tels China Mobile ou la société de vidéosurveillance Hikvision. Pékin se plaint depuis longtemps de l'application extraterritoriale du droit américain via des sanctions et des restrictions commerciales. En janvier, la Chine a riposté en autorisant les tribunaux à sanctionner les entreprises qui se conforment à des lois étrangères portant atteinte aux intérêts nationaux. ■

Y.A.

RDC Les restes de Lumumba bientôt rapatriés

Le Président congolais Félix Tshisekedi se rendra prochainement à Bruxelles afin de participer le 21 juin à la cérémonie de récupération des restes de l'éphémère Premier ministre et héros national Patrice Lumumba. Après avoir récupéré ces restes, le président fera une tournée à travers les villes de Lumumbaville, de Kisangani et de Shilatemblo, dans le Haut-Katanga, où M. Lumumba a été assassiné en janvier 1961. La Belgique s'est engagée à permettre ce rapatriement, mais il ne reste qu'une, voire deux dent(s) de Lumumba, selon les autorités belges. Ces « restes » : un doigt et deux dents, selon Guy Patrice Lumumba, le fils

B.S.H.

TAEKWONDO IVOIRIEN : MAINTENIR LA CADENCE AVANT TOKYO

Le taekwondo ivoirien a entamé depuis quelques semaines sa marche vers Tokyo (Japon) pour Jeux olympiques. Après une brillante prestation aux Championnats d'Afrique des 5 et 6 juin à Dakar (Sénégal), avec une dizaine de médailles, les tireurs ivoiriens ne comptent pas s'arrêter là.

ANTHONY NIAMKE



Les taekwondo-ins ivoiriens sont gonflés à bloc pour les J.O

À presqu'un mois des Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet au 8 août 2021), le taekwondo ivoirien s'apprête pour cette échéance sportive. Le commando ivoirien s'est lancé dans une conquête de médailles aux Championnats d'Afrique des Nations seniors afin de mieux jauger le niveau de ses représentants et de garder sa mainmise sur le taekwondo africain. La Côte

d'Ivoire veut demeurer le maître incontesté de la discipline et ne fait pas de cadeaux. Pour l'expédition de Dakar, les combattants ivoiriens ont remporté 11 médailles, dont trois en or. Une pêche fructueuse bonne pour le moral en attendant la grande aventure nippone.

L'Open du Liban dans le viseur Du 19 au 21 juin prochains, la Côte d'Ivoire par-

Copa America 2021 Éviter le boycott



La Copa America se tiendra-t-elle au Brésil ?

Le sénateur Flávio Bolsonaro, fils aîné du président brésilien, a demandé le 6 juin aux joueurs de l'équipe nationale de ne pas boycotter la Copa America, qui aura lieu dans le pays, durement touché par la Covid-19. « Je veux lancer un appel spécial aux joueurs de la sélection brésilienne : ne vous laissez pas manipuler. Je compte sur vous pour éviter le boycott ». Le 7 juin, le Président Jair Bolsonaro a accepté la demande de la Confédération

sud-américaine (Conmebol) d'organiser la Copa America au pied levé. Elle démarra le 13 juillet, après les désistements de la Colombie et de l'Argentine. La décision a déclenché une levée de boucliers au Brésil, où plus de 470 000 personnes sont mortes de la Covid-19, sous la menace d'une troisième vague. Selon la presse, les joueurs de la Seleção n'ont pas apprécié que le tournoi se déroule chez eux sans consultation préalable. ■ A.N

ticipera au tournoi Open de Taekwondo de Beyrouth 2021. Un rendez-vous que connaissent bien les athlètes ivoiriens, pour y avoir fait voler haut plusieurs reprises les couleurs de leur pays. En 2018, la Côte d'Ivoire en était revenue avec plusieurs médailles d'or et de bronze. En 2019, elle était encore de la partie avec 6 athlètes, rentrés au pays avec 4 médailles. Pour cette nouvelle escale en terre libanaise, l'objectif reste le même, tirer son épingle du jeu en ramenant au pays encore plus de trophées. Si cette compétition organisée par la World Taekwondo (WT) est pour les athlètes un moyen d'engranger le maximum de points pour le Ranking olympique, pour les tireurs ivoiriens, c'est aussi une opportunité pour rester au meilleur de leur forme et bien préparer les Jeux olympiques. « Depuis janvier, nous sommes au travail avec les athlètes. Nous avons suivi tout le processus que nous avons mis en place, avec des objectifs à chaque étape. Par la grâce de Dieu, nous avons atteint tous nos buts. Les phases générale et spécifique sont terminées. À quelques mois de l'échéance, nous sommes dans la phase de maintien et d'entretien de tout ce que nous avons effectué comme travail depuis janvier. Ils sont prêts pour Tokyo », confie l'entraîneur national de taekwondo Me Chérif Adama. ■

CARTONS DE LA SEMAINE

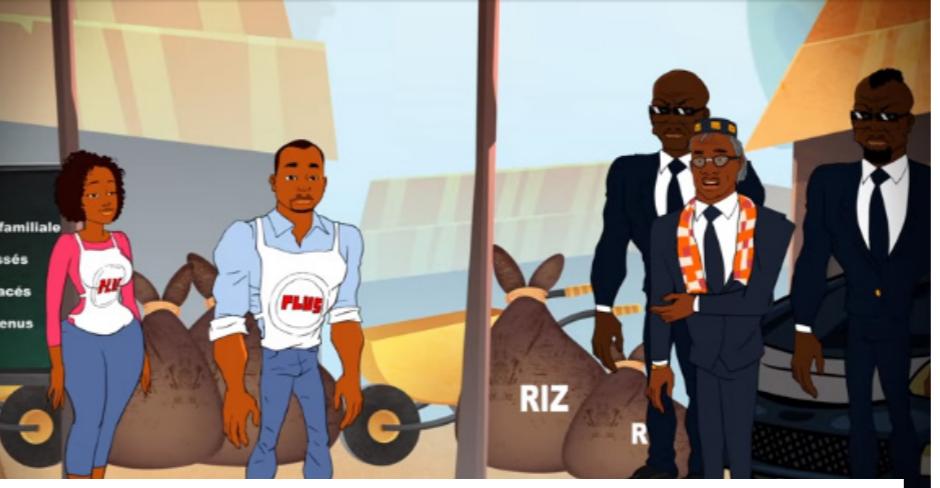
La Côte d'Ivoire a battu le Burkina Faso sur le score de 2 buts à 1, samedi 5 juin 2021, au stade Olympique Alassane Ouattara d'Ebimpé à Anyama, en match amical. Menés 1-0 à la pause sur une réalisation de Lassina Traoré, les Éléphants sont revenus dans la partie grâce à un joueur bien connu de la Ligue 1, Ibrahim Sangaré, qui a égalisé à 20 minutes de la fin. C'est Amad Diallo qui a ensuite donné la victoire aux siens dans les arrêts de jeu. L'ailier de Manchester United a trouvé la faille d'un maître coup franc au bout du temps additionnel.

Accusé de harcèlement sexuel et moral sur une salariée de la Fédération brésilienne de football (CBF), le Président de l'entité, **Rogerio Caboclo**, a été écarté, lundi 7 juin de ses fonctions pendant trente jours. C'est la commission d'éthique du football brésilien qui a pris cette sanction. C'est le vice-président le plus ancien, Antonio Carlos de Lima, qui va le remplacer.

CICR : UNE WEB-SÉRIE POUR SE RAPPROCHER DES POPULATIONS

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), institution d'aide humanitaire veut être plus proche des populations ivoiriennes. Pour cela, il va bientôt diffuser sur les réseaux sociaux une web-série, « Les bons voisins ». L'ambition est de faire découvrir l'envers du décor des actions de cet organisme dans une zone de conflit.

ANTHONY NIAMKE



Cette web-série en bande dessinée va mieux faire connaître les actions du CICR. ■

Sur la base du mandat qui lui est conféré par le droit international, en particulier les Conventions de Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) protège les victimes des conflits armés et d'autres violences, notamment les blessés de guerre, les prisonniers et les civils. Connue dans le monde entier, l'institution humanitaire est impartiale, neutre et indépendante. En Côte d'Ivoire, le CICR veut être plus proche des populations et leur montrer présenter ce qui fonde ses actions. D'où la web-série « Les bons voisins ».

Proximité Cette web-série en bande dessinée est une discussion entre un homme et son petit-fils. Dans la pure tradition africaine, le vieil homme le transporte dans un monde imaginaire. À travers ce récit, riche en allégories et métaphores, le vieil homme retrace des activités d'assistance aux victimes d'un conflit. Sous la bannière d'un «PLUS» écrit en rouge (comprendre la Croix-Rouge), les deux personnages principaux, Séhissé HERman et Séhissé HERmine, font face aux contraintes de l'urgence et vont devoir expliquer leurs principes. « Cette web-série vise à faire connaître

INFO PEOPLE

NOTORIOUS BIG : NOUVELLES RÉVÉLATIONS SUR SON MEURTRE

Près de 20 ans après les meurtres de 2Pac et Notorious BIG, des informations surgissent à propos de ces affaires, jamais résolues. Concernant Notorious BIG, le New York Post et le Daily Mail estiment que Suge Knight, condamné à 28 ans de prison en 2018, serait à l'origine de sa mise à mort, pour venger celle de 2Pac. C'est un ancien agent du FBI qui l'aurait affirmé. L'assassin se prénommerait Amir Muhammad. Phil Carson, qui a travaillé sur l'affaire deux ans, dit détenir des preuves que le tueur aurait été aidé par certains policiers corrompus de Los Angeles. Grâce à ces révélations, beaucoup espèrent qu'une nouvelle investigation sera lancée. Et Suge Knight pourrait bien finir sa vie derrière les barreaux.



INFO PEOPLE

PATRICK POIVRE D'AVOR : TROIS NOUVELLES PLAINTES DÉPOSÉES CONTRE LUI

Il semblerait que le dossier contre Patrick Poivre d'Avor continue de s'alourdir. Alors qu'il est déjà accusé de viol par une journaliste, Florence Porcel, trois nouvelles plaintes viennent d'être déposées à son encontre. Elles émanent non pas d'inconnues mais de femmes déjà entendues dans ce dossier. Déjà auditionnées, elles avaient alors indiqué ne pas vouloir porter plainte. Mais il semblerait qu'elles aient changé d'avis et ont écrit pour certaines aux enquêteurs et pour d'autres directement au Procureur de Nanterre. Deux plaintes concernent des faits de harcèlement et la troisième un viol qui aurait été commis par le journaliste il y a plus de 20 ans. L'ancien présentateur a nié ces accusations mais reconnu des relations sexuelles, selon lui consenties.



mieux les principes fondamentaux de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. C'est surtout une question d'acceptation du travail des équipes sur le terrain et la bonne perception de ces principes fait la différence, pour nous permettre d'accéder aux populations vulnérables en toute sécurité », explique le Coordonnateur communication du CICR, Steven Anderson. Pour ce projet cinématographique, des acteurs de la culture ivoirienne ont prêté leurs voix aux différents personnages. Il s'agit notamment de Guy Kalou pour les personnages de Grand-père et de Séhissé HERman, ou de l'animatrice vedette Konnie Touré pour Séhissé HERmine. « Ma satisfaction, c'est de participer à un projet qui va apporter un plus à la cohésion. Notre pays en a besoin. Faire partie d'un tel projet est une pure grâce. Être la voix de deux personnages différents a été un challenge. Aujourd'hui, je suis assuré que quelque chose a été fait. On s'améliorera pour la prochaine fois », se réjouit Guy Kalou face à JDA. La diffusion aura lieu chaque mardi jusqu'au 29 juin prochain sur la page Facebook du CICR d'Abidjan. Les 4 épisodes traitent de 4 des 7 principes fondamentaux de la Croix-Rouge : l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance. ■

Journal d'Abidjan
www.jda.ci

Directeur de publication : Ousmane DIALLO

Directeur Général : Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée : Aurélie DUPIN

Rédacteur en chef : Ouakalio OUATTARA

Sécrétaire Général : Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro : Malick S. - Anthony N. - Raphael TANOH Yvann AFDAL - Ange S. DJANGONE

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial : Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
Yeqar

Choisi ta Couleur!

